

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 10 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

C.E.P.E. BOIS DE L'AIGUILLE

330 RUE DU MOURELET
ZI de Courtine
84000 Avignon

Références : UID11/66-C3-2025-407
Code AIOT : 0003701343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 septembre 2025 dans l'établissement de la société C.E.P.E. BOIS DE L'AIGUILLE, implanté LD BOIS DE L'AIGUILLE SUD à Cuxac-Cabardes (11390). L'inspection a été annoncée le 30 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- C.E.P.E. BOIS DE L'AIGUILLE
- LD BOIS DE L'AIGUILLE SUD 11390 Cuxac-Cabardes
- Code AIOT : 0003701343
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 4 aérogénérateurs d'une puissance totale de 14,4 MW) en cours de construction.

Thèmes de l'inspection : Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral du 4 mai 2020 modifié et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures spécifiques liées à la protection des paysages	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Prévention des risques	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.5.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.5.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Conformité au dossier de porter à connaissance	AP Complémentaire du 04/05/2020, article I.4	Sans objet
4	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet
5	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet
6	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet
8	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet
9	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet
10	Mesures spécifiques liées à la phase des travaux	AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Mesures de réduction en phase chantier	AP Complémentaire du 04/05/2020, article IVI.2.A.MR2	Sans objet
14	Mesures de réduction en phase chantier	AP Complémentaire du 04/05/2020, article IVI.2.A.MR2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte la majorité des dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre quelques justificatifs concernant notamment la citerne incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, Déclaration
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison sur le site OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article I.4
Thème(s) : Autre, Information avant chantier
Prescription contrôlée : L'exploitant doit informer le Préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs des informations faites : - au préfet de l'Aude le 28 avril 2025, - à l'inspection des installations classées le 28 avril 2025, - à la DGAC le 28 avril 2025, - à la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud le 28 avril 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Mesures spécifiques liées à la protection des paysages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.3
--

Thème(s) : Autre, Paysagiste concepteur
--

Prescription contrôlée :

Un paysagiste concepteur intervient dans la définition du PRO et ACT, en coordination avec les équipes de génie civil et les naturalistes pour :

- la gestion des terres sur les emprises : décapage de l'horizon superficiel, la mise en dépôt sans mélange avec les couches inférieures et le renappage de ce substrat pour favoriser le réensemencement naturel ;
- le calage des plateformes afin de minimiser les terrassements ;
- le modelage des déblais-remblais nécessaires le long des pistes, virages et plateformes, afin de raccorder de façon souple le terrain naturel avec des pentes de 1/1 à 3/2 (Base/hauteur) selon les contraintes topographiques locales, en concertation avec un paysagiste concepteur, permettant de limiter l'érosion ;
- la définition selon besoin d'hydroseeding avec des espèces herbacées locales ;
- la cicatrization des lisières forestières pour limiter le chablis dans le boisement le long des pistes et autour des plateformes ;
- l'intégration de la réserve incendie, en lien avec le SDIS.

Constats :

Concernant les 4 premiers points, l'exploitant a missionné le bureau d'études ARTIFLEX qui a rédigé 3 fiches de cadrage des travaux.

A ce jour, la citerne n'est pas encore en place. Son implantation et ses caractéristiques sont en cours de validation par le SDIS. De plus son intégration devra être faite par un paysagiste concepteur.

Au regard du risque incendie, il semble opportun de la mettre en place dans les plus brefs délais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitation doit transmettre au service de l'inspection :

- la validation par le SDIS de l'implantation et des caractéristiques de la citerne,
- les modalités d'intégration de la citerne par un paysagiste concepteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
--

Thème(s) : Autre, Gestion des rémanents
--

Prescription contrôlée :

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant

le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.
Constats : La gestion des rémanents est bien pris en compte à travers les documents de planification, la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) pour le défrichement et pour la partie Génie civil. Par ailleurs, la gestion des rémanents est suivi par l'écologue lors de ses contrôles du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
Thème(s) : Autre, Gestion déblais-remblais
Prescription contrôlée : Des dispositions appropriées seront mises en place pour les dépôts de déblais-remblais. De plus, pour limiter les risques d'altération des qualités agro-pédologiques des sols, des mesures de prévention seront prises, telles que : <ul style="list-style-type: none"> • décapage de la terre en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes, • stockage temporaire de la terre végétale, sur une zone à l'écart des passages d'engins (pour éviter les tassements).
Constats : L'exploitant a fourni les notices de respect de l'environnement (NRE) pour le débroussaillage et pour les travaux de génie civil. Ces documents font bien état de la bonne gestion des déblais-remblais, notamment pour conserver leur qualité agro-pédologique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
Thème(s) : Autre, Circulation Engins
Prescription contrôlée : Afin d'éviter le tassement du sol, les engins de chantier et les camions de transport ne circuleront pas sur des sols en place mais uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...).
Constats : L'exploitant a fourni le plan de circulation mentionnant les chemins d'accès autorisés et les interdits (mise en place de signalétique) et les zones spécialement aménagées ainsi que les panneaux de limitation de la vitesse à 20 km/h. Par ailleurs, une sensibilisation a été faite aux sous-traitants par le bureau d'étude Exen le 4 août 2025, tracée dans le compte-rendu.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
--

Thème(s) : Autre, Implantation et balisage

Prescription contrôlée :

Les lieux de stockage de matériel, de dépôt des matériaux et les tracés des chemins d'accès (élargissement, création) pour lesquels il est nécessaire de minimiser les surfaces décapées sont repérées avec l'aide d'un naturaliste. Un balisage préventif sera réalisé par le naturaliste pour spécifier les zones de non circulation absolue des engins et de donc bien limiter la zone de travaux.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu justifier que les lieux de stockage de matériel, de dépôt des matériaux et les tracés des chemins d'accès (élargissement, création), pour lesquels il est nécessaire de minimiser les surfaces décapées, avaient été repérées avec l'aide d'un naturaliste. Le balisage préventif est mis en place par le bureau d'études Exen, remis en état en tant que de besoin lors des visites de suivis de chantier et tracé dans les comptes-rendus de suivi.
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit transmettre le justificatif que les lieux de stockage de matériel, de dépôt des matériaux et les tracés des chemins d'accès (élargissement, création) ont été repérées avec l'aide d'un naturaliste.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
--

Thème(s) : Autre, Mesures de prévention des pollution
--

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention seront prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :
--

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none">1. utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et vérification régulière du matériel,2. limitation de la vitesse à 20 km/h sur les pistes,3. mise en place de barrières à l'entrée des Périmètres de Protection Immédiate (PPI) des captages d'eau,4. mise à disposition de kits anti-pollution,5. pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies,6. entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur, |
|---|

7. stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,
8. stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées,
9. mise en forme de la chaussée, des voies créées réaménagées et créées pour l'accès à l'éolienne B3, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,
10. création de fossés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plates-formes,
11. aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI,
12. installation d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux lorsque nécessaire au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Constats :

Lors de la visite, le chantier venait de débuter que depuis quelques semaines et était en phase de terrassement et de création des pistes.

Les constats concernant les différentes mesures de prévention sont les suivants :

1. Dans le cadre des contrats de sous-traitance, les prestataires doivent justifier du bon entretien des engins de chantier et camions, notamment en fournissant les comptes-rendus de la dernière Visite Générale Périodique de chaque engin utilisé sur site.
2. Le plan de circulation mentionne la limitation de la vitesse à 20 km/h et l'inspection a constaté, lors de la visite, la présence des panneaux de limitation.
3. Aucune barrière n'a été mise en place car aucun Périmètre de Protection Immédiate (PPI) de captage d'eau n'est situé au droit ou en périphérie du chantier.
4. Des kits anti-pollution de types boudins et produits absorbants sont à disposition sur site et dans les véhicules et engins.
5. Les aires de nettoyage des toupies ne sont pas encore en place mais sont prévues pour être implantée avant le coulage des fondations.
6. L'exploitant a indiqué que l'entretien des véhicules et engins était réalisé hors site.
7. Les produits potentiellement polluants sont stockés sur l'aire étanche fixe ou sur des bacs mobiles.
8. L'exploitant a indiqué que des zones de stockages de déchets étaient prévues, que les déchets potentiellement polluants seraient sur rétention et que les déchets seraient éliminés dans des filières dûment autorisées.
9. L'exploitant a indiqué que la mise en forme de la chaussée, des voies réaménagées et celles créées pour l'accès à l'éolienne B3 était prévue.
10. L'exploitant a indiqué que la création de fossés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plates-formes était prévue.
11. L'exploitant a indiqué qu'aucun aménagement n'était prévu car aucun Périmètre de Protection Immédiate (PPI) de captage d'eau n'est situé au droit ou en périphérie du chantier.
12. L'exploitant a indiqué qu'aucune installation de bassin de décantation et de traitement des eaux n'était nécessaire car il n'y a pas de cours d'eau au droit ou en périphérie du chantier.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
--

Thème(s) : Autre, Information à réaliser

Prescription contrôlée :

Lors de la construction du parc éolien, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr

Constats :

L'exploitant a fourni le justificatif de l'information faite à la DGAC le 22 septembre 2025.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.4
--

Thème(s) : Autre, Information à réaliser

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmettra à la DSAC Sud lors de l'ouverture du chantier et lors de l'achèvement des travaux, les formulaires correspondants dont les exemplaires informatiques peuvent être demandés directement auprès de la subdivision régulation Aéroportuaire de la DSAC Sud à l'adresse suivante : dsacsud-obstacle@aviation-civile.gouv.fr
--

Constats :

L'exploitant a fourni le justificatif de l'information faite à la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud le 22 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.5.I
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire devra installer un point d'eau de type bâche souple (protégée d'éventuels actes de vandalisme) ou citerne métallique d'une capacité de 120 m ³ , raccordée à un poteau incendie 2x65-100, garantissant un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'installation d'une bâche avec poteau était prévue pour le 15 octobre 2025 et a fourni les caractéristiques du modèle de bâche et poteau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en place de la bâche et du poteau et de la mise hors gel de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Mesures spécifiques liées à la phase des travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article II.5.I
Thème(s) : Risques accidentels, Piste d'accès
Prescription contrôlée : La desserte des éoliennes devra répondre aux exigences de la catégorie 1 de la norme zonale DFCI pour les collecteurs principaux ou 2 pour les dessertes individuelles des mâts et évitera la présence de portions sans issue. Ces pistes répondront aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Collecteurs principaux : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Largeur minimale de 6m, ou à défaut de 4 m si des contraintes locales empêchent d'atteindre la largeur de 6 m, mais dans ce cas des aires de croisement (sur-largeurs de 4mX32m) devront être aménagées tous les 200m, ◦ pente moyenne maximale de 8 % (instantanée maximale de 12 % sur des tronçons de moins de 100 m) ◦ double issue systématique. • Desserte secondaire (desserte individuelle des mâts) <ul style="list-style-type: none"> ◦ largeur de 4 m ◦ Pente moyenne maximale de 10 % ◦ Double issue pour tout segment d'une longueur de plus de 500m ◦ Aire de manœuvre de 13m de rayon en bout des voies sans issue. • Portance de 160 KN (dont au moins 90 KN par essieu) • Rayon de courbure des lacets supérieurs à 11 m (avec surlargeur de 1m).
Constats : Le SDIS a validé la conformité du site par courriel en date du 3 octobre 2025 avec une réserve concernant la résorption des dessertes individuelles sans issues, qui nécessite de prévoir à partir de l'éolienne B3, la création d'une voie secondaire en terrain naturel d'une largeur de 3 à 4 m, raccordée soit à la desserte individuelle de l'éolienne B2, soit au réseau dont l'exutoire se trouve au niveau de la digue du barrage de Laprade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la levée de la réserve du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Mesures de réduction en phase chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article IVI.2.A.MR2
Thème(s) : Risques accidentels, Périodes de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) sont autorisés uniquement entre le 1er septembre et le 15 novembre.</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes tels que le décapage et le terrassement sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er avril au 31 juillet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect de la période d'intervention (au moins pour la date de début) est acté par l'écologue dans ses deux premiers comptes-rendus de suivi de chantier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mesures de réduction en phase chantier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2020, article IVI.2.A.MR2
Thème(s) : Risques accidentels, Information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au contrôle, l'exploitant a régularisé la situation en transmettant au service de l'inspection par courrier en date du 19 septembre 2025 les dates précises du chantier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite